RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DE SAONE-ET-LOIRE — 4e CIRCONSCRIPTION

Elections Législatives du 23 Novembre 1958

PARTI SOCIALISTE S. F. I. O.

Candidature du Docteur P.-F. MAZUEZ

Mesdames, Messieurs,

Devais-je, ou non, me représenter ?

Je me suis posé la question, non point en vertu du vote sur le Référendum qui est une autre affaire dont nous parlerons tout à l'heure, mais à cause du slogan, valable pour mes collègues, même ralliés, comme pour moi-même : « sortez les sortants ! » : les poujadistes, de mémoire presque défunte, ont déjà su en mésuser !

Négligeant la réponse facile qui se dit « Ote-toi de là que je m'y mette » j'ai songé, me rappelant mes jeunes années sportives et militaires, que tout abandon est lâche, et qu'il y a meilleure gloire à se défendre correctement plutôt que de quitter le combat !

D'ailleurs, qui peut dire d'avance le résultat d'un match, et nous avons reconquis une liberté qu'à la débâcle de 1940 l'immense majorité des Français considérait comme définitivement perdue !

J'ai donc l'honneur de poser ma candidature, avec le fraternel soutien de mon ami Roger LAGRANGE, secrétaire fédéral, conformément à notre pensée socialiste, sur le programme socialiste.

LE REFERENDUM

Certes, il y a eu le Référendum.

Nous n'avons nullement caché, LAGRANGE et moi, nos pensées différentes lui croyant préférable d'accepter pour « préserver le cadre démocratique, sans exclure la résistance en fonction des évènements, m'a-t-il dit », moi me refusant surtout à cautionner les conditions algéroises de l'avènement qui portent en elle, comme tout chantage, matière à recommencement !

Mais le Peuple souverain s'est prononcé : la Constitution est adoptée.

Nous sommes trop démocrates pour ne point nous incliner, comme nous l'avons fait maintes fois au sujet de lois que nous n'avions point votées, et même que nous avions combattues.

Simplement, nous constatons que cette Constitution, comme toutes les autres en ce Monde, n'est point absolument parfaite : elle prévoit d'ailleurs en elle-même une procédure de révision.

Or tout texte humain, fut-il constitutionnel, est perfectible : nous nous réservons d'utiliser cette procédure légale de révision pour remédier aux défauts qui apparaîtront humainement à l'usage...

En particulier, je songe personnellement — je ne dis pas professionnellement — que tout homme, si grand soit-il, est mortel : nous pouvons concevoir, avec la Nation, certains pouvoirs présidentiels entre les mains d'un homme connu et respecté : mais qu'en sera-t-il demain, un demain qui, même le souhaitant le plus tard possible, viendra inexorablement !

Puisse qu'il ne soit pas trop tard, et que la reconquête de la liberté, menacée alors par un successeur avide, n'apporte point aux uns et aux autres, des flots de larmes et de sang.

La IVe REPUBLIQUE

Evidemment, elle n'était pas parfaite, et nous aurions souhaité que la Réforme Constitutionnelle ait eu lieu en d'autres conditions. Mais est-ce la faute du Parti Socialiste ?

On a surtout reproché l'instabilité ministérielle, qui affaiblissait outrageusement l'exécutif.

Mais ceux-là même qui reprochent ne sont-ils pas ceux qui avaient provoqué ?

Nous nous souvenons les efforts que dut faire le gouvernement socialiste au pouvoir pour obtenir la maigre retraite des Vieux : il lui fallut poser un certain nombre de fois la question de confiance !

Sur un autre point, mes excellents camarades de la Fédération des P. G. de Saône-et-Loire m'ont reproché un vote de confiance — ayant pour but la stabilité ministérielle — qu'ils ont alors confondu avec un vote sur le Pécule : j'en ai supporté difficilement la blessure.

Qui fut donc la cause de ces chutes successives ?

Le gouvernement socialiste fut renversé après un an et demi de législature « sur la décote » : je n'ai pas encore compris pourquoi les Communistes n'ont pas admis cet impôt, frappant uniquement certaines classes les plus privilégiées.

TOURNEZ S. V. P.

Et Monsieur SOUSTELLE n'a-t-il pas fait des efforts surhumains pour renverser le gouvernement suivant sur les Affaires d'Algérie, alors qu'il accepte aujourd'hui des solutions beaucoup plus libérales : nous désapprouvons totalement le passé destructif de Monsieur SOUSTELLE, mais nous applaudissons aux solutions libérales !

La IV[e] République certes, avait ses **défauts**, mais elle n'avait pas que des défauts : il faut savoir être juste, lorsqu'on veut se permettre de juger.

Si nous avons pu apprendre à l'école primaire que la 1[re] République a donné la Liberté, la II[e] le Suffrage, la III[e] le Savoir, la classe laborieuse ne peut oublier que la IV[e] a apporté au moins **« les lois sociales »**.

La V[e] REPUBLIQUE

La nouvelle constitution a créé la V[e] République : le fait est là.

Le rôle des socialistes, respectueux de la décision du peuple souverain, est d'agir pour orienter l'application initiale des textes — qui fera jurisprudence — vers des solutions de progrès social.

En l'état actuel des choses, la question primordiale reste celle de l'Afrique du Nord : il faut trouver une solution pacifique et libérale, donc humaine : nous soutiendrons de tout cœur toute action gouvernementale qui sera orientée et restera orientée vers un tel but.

Nous ne devons pas cependant oublier que le climat économique mondial se dégrade rapidement :

tout en luttant farouchement contre toute solution de guerre, qui est historiquement celle des gouvernements forts en difficultés, nous veillerons à ce que les restrictions — si elles sont nécessaires — soient réparties équitablement, par rapport au moyen de fortune.

On ne peut tout prévoir : qui m'aurait dit, en 1956, quand le département a fait l'honneur au Parti Socialiste de le placer en 2[e] position sur son échiquier électoral, que j'aurai du à cet instant solliciter un mandat ferme, face à un chantage, alors imprévisible, des « ultras » d'Alger ?

Nous ne pouvons donc, en résumé, qu'affirmer notre position générale : parmi cette Chambre naissante que l'on a le droit de présager comme devant être orientée vers la droite, le Parti Socialiste saura faire une politique constructive, dont le seul but sera de maintenir aujourd'hui afin de reprendre plus fermement demain, par le jeu même du choc en retour, le chemin du renouveau social.

CONCLUSION

Nous exprimerons correctement notre pensée par les moyens légaux mis à notre disposition.

Nous nous refusons aux réunions électorales, faites de bagarres et d'injures : nous ne pouvons croire que la valeur d'un Représentant du peuple puisse être mesurée à la puissance de sa voix ou la grossiéreté de ses mots, voir même à sa capacité de recevoir des projectiles qui salissent d'ailleurs plus ceux qui les jettent que ceux qui les reçoivent .

Nous avons donc l'honneur de nous présenter, fidèles à notre conscience civique connue de tout le département.

Nous ne demandons pas à tous de nous approuver : nous leur demandons seulement de nous comprendre, et surtout de ne point nous faire dire ce que nous n'avons jamais dit, ni jamais voulu dire !

Nous ne sommes ni meilleurs, ni pires que les autres: notre seule volonté est de rester fidèle à notre pensée constante telle que nous l'avons exprimée depuis notre jeunesse.

Nous souhaitons que nos amis continuent à nous faire confiance... et si nous sommes démocratiquement assez nombreux, aujourd'hui peut-être, demain certainement, le Parti Socialiste saura appliquer ses solutions, humaines et constructives, donc généreuses.

VIVE LA REPUBLIQUE, DEMOCRATIQUE ET SOCIALE.

Vu le candidat,

Docteur P.-F. MAZUEZ.

Vu le suppléant,

Roger LAGRANGE

IMP. BOUVARD-MACON